

ILS NE DISPOSENT QUE DE 200 LITS

Les services de réanimation en souffrance

Le manque de lits au niveau des services de réanimation est criant. Au plan national, il n'en existe pas plus de 200, soit un lit pour 170 000 habitants alors que la norme est de un lit pour 10 000 habitants. Le ministre de la Santé annonce un plan d'action pour tenter de doubler les capacités d'accueil de ces services.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Les services de réanimation sont débordés. Et pour cause, au plan national, il n'en existe pas plus de 200 se trouvant au niveau de neuf CHU pour la prise en charge des adultes alors que seules cinq structures de santé sont en mesure de prendre en charge les enfants au niveau des services de réanimation.

Le constat est fait par le ministre de la Santé qui évoquait hier les difficultés dans lesquelles se débattaient ces services surtout face à la prévalence des maladies cardiaques, respiratoires et nerveuses. Le manque de lits n'est pas le seul problème puisque même en matière de ressources humaines, ces mêmes structures

sont en souffrance. Abdelmalek Boudiaf annonce un plan national pour l'année en cours avec pour premier objectif, l'augmentation des capacités d'accueil des structures existantes et l'ouverture de nouveaux services.

Le ministre affirme que cette problématique sera le point focal de l'activité de 2015 car, dit-il, si les difficultés au niveau de la réanimation persistent, la réhabilitation des services des urgences n'aura aucun sens. L'année en cours sera également celle de la prise en charge en priorité des maladies cardiaques qui représentent 60 % des décès mais également celle de la greffe d'organes. L'Agence de la greffe vient d'être d'ailleurs relancée avec un budget de 4 mil-



Abdelmalek Boudiaf.

liards de DA. Actuellement, seules neuf structures de santé sont en mesure de faire des greffes alors qu'à titre d'exemple, 26 000 malades sont dialysés et donc candidats à la greffe rénale. Le prélèvement sur cadavre constitue

la solution idéale. En évoquant hier le bilan de l'année précédente et les perspectives de celle qui commence, le ministre a fait savoir que l'audit lancé avait permis d'identifier les lacunes et l'analyse des résultats a permis de connaître les

entraves empêchant le système de santé d'être à son meilleur niveau, à savoir la gestion. S'adressant aux gestionnaires des structures de santé, le ministre leur dira que leur responsabilité est engagée, annonçant au passage la révision de la carte sanitaire ainsi que les modalités d'octroi des autorisations d'importation des médicaments. La loi sanitaire est, quant à elle, au niveau du secrétariat général du gouvernement.

Prenant la parole à l'ouverture des travaux de la conférence d'évaluation, le P^r Zitouni s'est dit satisfait que le secteur évoque enfin l'évaluation. Pour lui, les dysfonctionnements au niveau du système de santé ne sont pas dus aux insuffisances de moyens mais justement à l'absence de cette évaluation puisque chacun se contentant de ses propres résultats souvent magnifiés. Cela, dit-il, a donné naissance à des situations catastrophiques.

N. I.

Un navire de 140 mètres en difficulté au large de Boumerdès

Hier, en début d'après-midi, deux remorqueurs bataillaient encore contre la forte houle pour éviter à un navire de marchandise, un céréalier Le Zeus battant pavillon panaméen et transportant 28.300 tonnes de blé, de s'échouer sur la plage de la ville de Boumerdès. Le bateau qui naviguait au large a été vaincu par une forte houle qui l'a poussé près du rivage.

En plus des deux remorqueurs, les autorités maritimes ont fait intervenir un hélicoptère de la marine nationale. Mais vers 16 heures, les remorqueurs ont décroché. Les sauveteurs paraient, certainement, sur la venue d'un plus gros équipement pour remorquer le bateau en difficulté vers le large. Vers 16 heures, le navire était livré à lui-même. Ce qui a attiré de nombreux badauds venus voir le bateau tanguer sur les hautes vagues.

Abachi L.

INVESTISSEMENT

Des PME allemandes en quête d'opportunités en Algérie

Des petites et moyennes entreprises allemandes sont en quête d'opportunités d'investissement en Algérie. «Des PME allemandes s'enquière des conditions d'investissement», assure le ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, Frank Walter Steinmeier, en visite de travail en Algérie.

Accompagné d'une dizaine d'opérateurs exerçant dans divers secteurs d'activité, M. Steinmeier avait ouvert hier à la Résidence El Mithak, avec le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, les travaux d'une rencontre économique algéro-allemande. Un intérêt des entreprises germaniques pour le marché algérien que l'on affirme patent, même si l'implantation directe des PME a été certainement contrariée par la règle 49/51 régissant l'investissement étranger qui impose un actionnariat majoritairement algérien. Il en est différem-

ment le cas pour les grandes entreprises allemandes qui ont engagé d'importants partenariats durant les dernières années.

Un partenariat de «qualité», bâti avec de grandes entreprises allemandes de «rang mondial» et qui «n'a pas connu de problèmes», relèvera le ministre de l'Industrie, insistant sur le rôle «stratégique» de l'Allemagne. Abdesselam Bouchouareb observera en ce sens que des partenariats ont été noués dans les secteurs de la mécanique, de l'énergie et des matériaux de construction, ce qui correspond à la dynamique, au programme économique à l'œuvre en Algérie.

t même si le flux d'investissements allemands reste encore modeste, la coopération bilatérale s'est surtout renforcée dans le domaine de la mécanique dans le cadre de partenariats noués par l'Armée nationale populaire. Ainsi, le ministre de l'Industrie souhaitera que ce partenariat «continue sur la même base et la même orientation» dans

le cadre du programme quinquennal de développement lancé sur la période 2015-2019 et pour lequel l'apport allemand est sollicité. Dans ce cadre, le ministre de l'Industrie indiquera que des projets de partenariat, concrets sont en cours de discussions, de maturation et qui seront probablement finalisés à l'occasion de la tenue de la commission mixte bilatérale prévue en avril prochain.

Un partenariat dont les volets transfert d'expertise, formation managériale et ingéniorale et formation des jeunes constituent des aspects focaux, estimera tacitement le ministre allemand des Affaires étrangères qui fera état de l'implication d'une importante entreprise allemande en ce sens.

Notons que Frank Walter Steinmeier avait rendu visite auparavant à la Faculté des sciences de la nature de l'Université des sciences et technologies Houari-Boumediène.

Cherif Bennaceur

LEUR USAGE RESTE INSIGNIFIANT

Les spécialistes sensibilisent à l'utilisation des nouvelles technologies dans l'apprentissage

L'Algérie suit-elle l'évolution de l'utilisation des nouvelles technologies dans le domaine de la formation et l'enseignement ? Selon Khennak Ferhat, chercheur au Cerist, l'Algérie a initié depuis plusieurs années le télé-enseignement.

Cependant, déplore-t-il, pour des raisons de ressources humaines, le système pour lequel le ministère de l'Enseignement supérieur a déboursé une enveloppe de 130 milliards de centimes ne fonctionne pas comme il se doit. «Très économique et souple, il me permet d'étudier dans n'importe quel point du globe, à n'importe quel moment et au rythme qui me convient,

mais, malheureusement, même les enseignants ne sont pas au courant de son existence parce qu'il y a une guéguerre de personne», a soutenu le chercheur qui s'exprimait, hier, lors d'un forum initié par l'opérateur de la téléphonie mobile, Mobilis, sur les thèmes du M-Learning (apprentissage sur un appareil mobile) et du serious games (jeux sérieux).

Les intervenants estiment qu'il faudra sensibiliser davantage pour l'utilisation de ces nouvelles applications en particulier dans les écoles. Une start-up a, d'ailleurs, tenté l'expérience du sérieux games en Algérie (Quizito) et tente de l'introduire peu à peu dans les écoles primaires.

L'application qui permet aux enfants d'apprendre en jouant contient 1 000 livres

scolaires, 1 000 quiz et 10 000 questions. Selon M. Khenak, les pays anglophones ont démarré avec le E-Learning et avec la mobilité des mouvements, il y a eu une évolution naturelle vers le M-Learning. «Ils avaient les moyens de le mettre en place et d'en tirer bénéfice, ce que nous n'avons pas encore chez nous», estime le chercheur. Et aujourd'hui, poursuit-il, comme les gens demandent de voir, d'écouter et de toucher l'enseignant, pour une raison de motivation, le monde est passé vers le V-Learning (enseignement par vidéo).

«Il y a des conditions pour mettre en place un dispositif dont les infrastructures et les moyens mais en Algérie, il y a un divorce entre le praticien et le chercheur» estime ce chercheur.

S. A.



Photo : DR